

COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE



*NOUVELLES PROPOSITIONS AMÉRICAINES
POUR LE NUCLÉAIRE INDIEN :*

PERSPECTIVES ET ENJEUX

Mémoire de géopolitique
du Lieutenant Colonel Sandeep DANG
dans le cadre du séminaire
« La Prolifération des Armes de Destruction Massive et la lutte contre celles-ci »

Directeur : M Bruno DUPRE

Mars 2006

FICHE DOCUMENTAIRE

1. Les nouvelles propositions américaines pour le nucléaire indien : Perspectives et Enjeux
2. Lcl (Air) Sandeep DANG (Inde)
3. 16 mars 06
4. Division C
5. Mémoire de géopolitique
6. Le 18 juillet 05, le président américain George Bush des Etats-Unis a déclaré son intention d'aider l'Inde dans l'exploitation de l'énergie nucléaire à des fins civiles, lors de la visite le 18 juillet 2005 du premier ministre indien, Manmohan Singh, aux Etats-Unis. Le président George Bush a dit que l'Inde, en tant que « Etat responsable possédant une technologie nucléaire avancée devrait acquérir les mêmes avantages et bénéfices que d'autres Etats » ajoutant qu'il « travaillerait pour parvenir à une totale coopération avec l'Inde pour énergie nucléaire civile de façon à réaliser la promotion de la puissance nucléaire et la sécurité de son énergie. Plus récemment le 03 mars 06, durant sa visite en Inde, le Président Bush a réitéré son engagement et les deux leaders, Bush et Manmohan Singh, ont d'accord avec l'accord proposé qui accorde à l'Inde une position plus assurée dans le club nucléaire des « pays responsables ». L'accord, « proposé » à ce moment, est réellement historique. Le monde se trouve en face à un développement surprise et se demande quelles sont les chances que ces propositions aboutissent à un réel marché acceptable pour les deux pays et aussi le monde ? Aussi, quel impact cet accord aura-t-il sur le TNP en général et la prolifération des armes de destruction massive en particulier ?
7. Prolifération des armes nucléaires, TNP, Congrès Américain

Nouvelles propositions américaines pour le nucléaire indien :
Perspectives et enjeux

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE : LA PERSPECTIVE

La description des propositions
Les gains pour les deux pays
Criticisme et support

DEUXIÈME PARTIE: LES ENJEUX

Les Blocages à L'application
L'Angle de l'Iran
Des Solutions probables

INTRODUCTION

Durant sa visite en Inde, le premier mars, le président américain George Bush a réitéré son engagement à aider l'Inde dans l'exploitation de l'énergie nucléaire à des fins civiles. Cette question a été évoquée lors de la visite le 18 juillet 2005 du premier ministre indien, Manmohan Singh, aux Etats-Unis. A ce moment là, le président George Bush avait inversé la tendance de plusieurs décades de politique américaine de non-prolifération affirmant que l'Inde, en tant que « Etat responsable possédant une technologie nucléaire avancée devrait acquérir les mêmes avantages et bénéfices que d'autres Etats » ajoutant qu'il « travaillerait pour parvenir à une totale coopération avec l'Inde pour énergie nucléaire civile de façon à réaliser la promotion de la puissance nucléaire et la sécurité de son énergie. Le Président Bush a ainsi accordé à l'Inde une position plus assurée dans le club nucléaire des « pays responsable ». Le sens de sa réitération le 3^e Mars 2006 réside dans le fait que cette fois, les diplomates des deux côtés ont déjà discuté et négocié plusieurs fois les propositions faites dans la déclaration des 18 juillet 2005. Les deux leaders ont déjà discuté des propositions avec leurs experts respectifs concernant cette question et ainsi les engagements pris des deux côtes sont beaucoup plus porteurs d'espoir, de confiance et de soutien. L'accord est réellement historique. Mais quelles sont les chances que ces propositions aboutissent à un réel marché acceptable pour les deux pays et aussi le monde ? Aussi, quel impact cet accord aura-t-il sur le TNP en général et la prolifération des armes de destruction massive en particulier ?

1 PREMIÈRE PARTIE : LA PERSPECTIVE

1.1 Que dit l'accord ?

En signant la déclaration commune, l'administration Bush donne son accord pour inverser une politique de non-prolifération vieille de dix ans en s'écartant les obstacles à la coopération avec le programme d'énergie nucléaire civile indien.

Cela a permis de remettre en marche en fourniture d'uranium enrichi pour les réacteurs nucléaires civils et de fournir également une expertise technologique. En proposant de faire revivre la coopération nucléaire civile entre les deux pays, l'administration Bush affirmait que l'Inde avait été un régisseur responsable de son capitale nucléaire et s'était restreinte de transférer sa technologie nucléaire à d'autres pays et qu'elle jouerait un rôle constructif dans le renforcement d'un régime global de non-prolifération. Le Président George Bush a fait référence au fort engagement de l'Inde à éviter la prolifération d'armes de destruction massive et a déclaré que « comme Etat responsable avec une technologie nucléaire pointe », l'Inde devrait profiter des mêmes bénéfices et avantages que les autres pays signataires du TNP¹ (Extrait du TNP cf. Annexe 1) . Le président a promis qu'il cherchait à obtenir l'accord des Congrès pour adapté la politique et les lois américaines et travailler avec les amis et alliés de façon à mettre aux points de systèmes internationaux, qui permettent une totale coopération dans les domaines de l'énergie nucléaire et le commerce avec l'Inde. De plus, l'administration cherche à inclure l'Inde aux efforts de développement des systèmes d'énergie nucléaire de pointe. D'un autre côté, l'Inde est d'accord pour prendre un certain nombre de mesure spécifiques pour étendre ses engagements de non-prolifération, identifier et séparer clairement ses équipements et programmes nucléaires civils et militaires et remplir une déclaration avec l'AIEA concernant ses équipements civils. L'Inde possède 14 réacteurs nucléaires et 8 sont en construction. A ce jour, 65% de la production est vérifiables par les autorités internationales. Cette mesure doit être mise en œuvre selon un programme qui durera jusqu'en 2014².

1.2 Les Gains pour l'Inde

1.2.1 L'énergie

¹ Extrait de « Joint Statement » de Président Bush des Etats-Unis et le Premier Ministre Manmohan Singh de l'Inde, le 18 juillet 05, aux Etats-Unis

² Extrait de « Joint Statement » de Président Bush des Etats-Unis et le Premier Ministre Manmohan Singh de l'Inde, le 02 mars 06, à New Delhi

L'Inde a un très grand manque d'énergie, surtout électrique. La plus grosse partie de la production électrique de l'Inde provient de l'énergie hydroélectrique et du charbon. L'énergie hydroélectrique bien qu'assez simple à exploiter et non polluante, a ses limites. D'abord elle ne peut pas être captée à des endroits choisis à cause du terrain et des centres de population et ensuite parce que les régions où sont construits d'importants barrages sont sujettes à des tremblements de terre et autres problèmes écologiques. La majorité de l'électricité en Inde est produite grâce au charbon. L'Inde possède assez de charbon mais celui-ci contient un fort pourcentage de cendre qui demande une technologie et un capital nécessaire à son amélioration et cela constitue également un sérieux problème sur l'environnement. Une grosse quantité de charbon de qualité est importé d'Australie pour la production d'électricité.

Une autre source d'énergie électrique, bien que mineure, est l'implantation d'usines de gaz naturel. Avec l'augmentation de la consommation électrique dans le pays, l'Inde importera dans les prochaines années, plus de 90% de ses besoins en pétrole et en gaz, principalement des pays critiques et instables à l'ouest du pays. C'est une de ses vulnérabilités. Le prix du pétrole a dramatiquement augmenté surtout ces deux dernières années et vont probablement se maintenir autour de 60\$ le baril, avec ses conséquences de toute évidence négatives sur l'économie. Les pays manquant d'énergie comme le Japon, la France etc. ont dû rapidement constituer des centrales nucléaires après le choc pétrolier de 1973. La Chine construit maintenant ses centrales nucléaires et d'une capacité pratiquement nulle atteindra 40000 MW d'ici 2020. L'Inde aura également besoin de produire environ 40000 MW d'électricité de source nucléaire d'ici 2025. Aujourd'hui, elle importe 70% de ses besoins en pétrole et seuls 3% de ses besoins en énergie proviennent du nucléaire. Avec plus d'1,6 milliard d'habitants projetés pour 2050, une croissance de 8% et une demande énergétique qui devrait augmenter annuellement de 5% selon « Tata

Energy Research »³, le nucléaire est considéré comme la meilleure réponse au défi énergétique. Sans réacteur nucléaire, parvenir à une telle production électrique serait pratiquement impossible.

1.2.2 Utilisation Des Réserves de Thorium

L'Inde a des réserves d'uranium très limitées, qui peuvent au mieux fournir 10000 MW d'électricité et en ce moment un total de 2200 MW, ce qui représente 3% seulement de la production d'électricité. D'ici 2050 l'énergie nucléaire devrait fournir 60% de l'électricité du pays produite en Inde. Ainsi elle a besoin d'importer de l'uranium en grande quantité. D'un autre côté, l'Inde a une quantité importante de thorium en réserve, environ 25% des réserves mondiales. Le père du programme nucléaire indien, le Dr. Homi Jahangir Bhabha, a envisagé son exploitation dès les années 1960 à cause de la taille de l'Inde qui ne pourrait assurer une sécurité énergétique dans le futur sans développer l'énergie nucléaire⁴. Il a aussi compris que, même en produisant de l'énergie nucléaire, l'Inde devrait trouver des moyens d'utiliser ses réserves de thorium au lieu de dépendre de sources d'uranium provenant d'autres pays étant donné qu'il y avait assez de thorium dans le pays mais peu d'uranium. Il a envisagé pour l'Inde un programme en 3 étapes, dont la 3^{ème} était le développement d'une technologie pouvant utiliser le thorium pour la production d'énergie nucléaire de façon à avoir une réelle indépendance énergétique. Les détails de ce programme en 3 étapes sont présentés en Annexe 2. Mais le thorium demande des réacteurs de type surgénérateurs (Fast Breeder Reactors – FBR) capable d'utiliser l'énergie nucléaire. Le programme nucléaire indien pour développer la technologie nécessaire de surgénérateurs a avancé lentement à cause de manque de fonds accordés à la recherche. Ainsi, l'Inde a besoin non seulement d'importer de l'uranium du groupe de pays fournisseurs, mais aussi d'aide étrangère, aussi

³ L'Institution indienne

⁴ Nuclear Energy: Promise Or Peril? par C R Hill, Georges Ripka, A L Mechelynck, B Van Der Zwaan, Page 65

bien financière que technologique, pour développer son programme basé sur le thorium.

Ainsi l'accord Indo américaine proposé permettrait à l'Inde de satisfaire sa demande croissante d'énergie en l'autorisant à importer de l'uranium et en lui permettant aussi de développer la technologie surgénérateur avec l'aide de pays tels que la France de façon à pouvoir ainsi utiliser ses énormes réserves de thorium dans le futur.

1.2.3 Croissance des Secteurs Industriels et Agricoles

En Inde les secteurs industriel et agricole sont fortement affectés par un manque d'énergie. Dans les zones rurales, une importante main d'œuvre bon marché est disponible mais ne peut pas être employée à cause du manque d'énergie. La disponibilité d'une électricité adéquate constituerait un levier considérable pour ces deux secteurs et réduirait en conséquence le chômage.

1.2.4 Infrastructure

L'infrastructure en Inde est relativement limitée comparée aux normes mondiales. Le développement des secteurs industriel et agricoles fournirait automatiquement les moyens nécessaires pour que l'infrastructure développe.

1.2.5 Economie

Il est aisé d'imaginer que les facteurs évoqués ci dessus aideraient l'économie à croître dans divers domaines, ainsi la pauvreté diminuerait réduisant la dépendance économique sur le secteur des services de façon à acquérir des devises étrangères.

1.2.6 Sécurité

La disponibilité d'électricité grâce à l'énergie nucléaire, favoriserait la sécurité nationale étant donné qu'elle aiderait l'économie à croître permettant ainsi au pays d'accroître la sécurité du pays.

1.2.7 Accès A La Technologie De Pointe

Avec la reconnaissance de fait de l'Inde comme une puissance nucléaire responsable, diverses sanctions contre l'Inde vont probablement disparaître, notamment dans le domaine de la technologie «sensible» comme les moteurs cryogéniques, améliorant ainsi davantage la sécurité du pays, surtout concernant la Chine et d'autres grandes puissances militaires. Même la recherche indienne est affectée à cause des restrictions sur le transfert de technologie à double emploi vers les pays « TNP » (Traite de Non-prolifération) (cf. annexe 1)

1.2.8 Le statut de puissance nucléaire

Cette nouvelle approche radicale, si elle est appliquée, accorderait efficacement à l'Inde un accès longtemps recherché à une technologie nucléaire sensible seulement accordée à des Etats en totale conformité avec les normes de non-prolifération mondiale. Elle traiterait aussi l'Inde de la même façon que les 5 états à l'arme nucléaire d'origine, en les exemptant des significatives inspections nucléaires internationales. Cela constitue un aval de fait du statut de l'Inde comme détenteur ou un état doté des armes nucléaires (EDAN), que l'Inde aspirait à acquérir depuis que le Pakistan a commencé ses menaces nucléaires contre l'Inde et que celle-ci fait forcée de tester sa propre capacité nucléaire^{5 6} (cf. annexe 3). L'accord garantirait à l'Inde un statut entre EDAN et ENDAN (états non dotés des armes nucléaires).

⁵ India's Nuclear Bomb Author(s) Shyam Bhatia, Publisher Vikas Publication, 1979

⁶ Chapitres 13 à 15, India's Nuclear Bomb, by George Perkovich: The Impact on Global Proliferation. University of California Press.

1.3 Ce Que Signifie L'accord Pour Les Etats-Unis

C'est un revirement total de la politique américaine sur la question du non prolifération nucléaire. George Bush a surpris le monde entier, y compris l'Inde et les Américains eux-mêmes en annonçant la proposition d'étendre la coopération nucléaire civile à un pays qui n'est pas signataire du TNP. Il est donc naturel de s'attendre à ce quel y ait des intérêts américaines engagés. Ces intérêts sont décrits dans les paragraphes qui suivants.

1.3.1 Aspects Géopolitiques

L'échec de l'Union soviétique : l'Union Soviétique s'est écroulée en 1991 ce qui a mis fin à des décades de guerre froide. L'état pitoyable de l'économie et le désordre politique général des pays soviétiques d'autrefois, y compris la Russie, signifiait la fin de toute menace militaire sur les Etats-Unis. Même avec la présence de pays comme le France, qui étaient des puissances militaire et nucléaires significatives; mais heureusement pour les Etats-Unis, la divergence des points de vue n'était pas d'un niveau qui puisse représente une menace militaire de part et d'autre. Incontestés, les Etats-Unis sont devenus de plus en plus conscients de leur énorme supériorité économique et militaire sur tout autre pays du monde. Ils sont commencé à contrôler le monde, de plus en plus directement et cela s'est vu durant la crise du Kosovo quand ils ont utilisé leur poids dans l'OTAN pour entreprendre une opération militaire majeure contre la Yougoslavie qui aurait été inconcevable avant la chute de l'Union Soviétique.

L'émergence de la Chine : cependant, les Etats-Unis ont récemment rencontré quelques oppositions, d'une nouvelle force économique et militaire mondiale : la Chine. De nouvelles tensions sont apparues dans les relations sino-américaines dans les récents mois. Au fait que la Chine, comme le régime Soviétique, est un pays communiste s'ajoute à la menace que l'on en perçoit. Des généraux Chinois haut placés en publiquement menacé l'Amérique de «brûler des centaines de ses villes» avec des armes nucléaires chinoises si les Etats-Unis

soutenaient Taiwan dans le conflit l'opposant à la Chine. Il y a eu une prise de conscience de la mutation du pouvoir dans le monde, de l'ouest à l'est où la Chine se révèle être la superpuissance montante. Les impressions d'une Chine de plus en plus autoritaire ont été renforcées par les événements qui ont suivi la collision d'un avion de chasse Chinois avec un avion de surveillance américain, EP-3, le 1^{er} Avril 2001. Ainsi, Washington a finalement commencé à réajuster sa stratégies dans leur projection pour les 15 prochaines années ont évoqué la question de la façon dont les Etats-Unis gêneraient l'ascension de la Chine, dans la décade qui arrive. L'Inde a soudain acquis de l'importance dans ce changement de perception des menaces, de la part des Etats-Unis⁷.

Rôle de l'Inde comme contrepoids de la Chine : l'Inde est la seule force militaire et économique significative dans le voisinage de la Chine, qui puisse agir comme contre pouvoir. Bien que les forces de défense chinoises n'égalent par les forces américaines, elles constituent, par leur taille stupéfiante, une force dont il faut tenir compte même pour les Etats-Unis. De plus, la Chine est une puissance nucléaire et un membre permanent du Conseil de sécurité qui compense pour beaucoup la supériorité géopolitique que les américains ont sur eux. Les Etats-Unis ont besoin d'une autre force militaire présente dans le voisinage de la Chine pour pouvoir assurer que la Chine ne devienne pas trop ambitieuse sur le plan militaire et remplace l'Union Soviétique comme seconde superpuissance mondiale. Les Etats-Unis auraient donc un intérêt à ce que l'Inde contrôle l'influence de la Chine, étant tous deux méfiants de la puissance chinoise. Il y a eu assez de tensions dans les relations entre les deux pays dans le passé dues aux raisons qui suivent et qui font que les Américains place l'Inde comme contre poids à la Chine.

1.3.2 Facteurs affectant les relations sino-indiennes

⁷ India's Emerging Nuclear Posture, Author(s) Ashley J Tellis
Publisher Rand Corporation

Problème de Frontière : malgré de bonnes relations entre les deux pays dans les temps anciens, il y a eu des tensions sérieuses concernant des questions frontalières depuis l'indépendance de l'Inde qui ont abouti à la guerre de 1962. La Chine réclame de larges portions du territoire au Nord-est de l'Inde. Cette dispute frontalière a été compliquée par le Pakistan, quand il a décidé de « faire don » à la Chine dans les années 1960, d'une portion significative du Cachemire, occupé par le Pakistan en 1947, qui lui permette de construire une route stratégiquement située entre la Chine et le Pakistan.

Problème de Tibet : Il y a également eu des tensions entre les deux pays concernant la question du Tibet. Les Tibétains demandent leur indépendance de la Chine tandis que la Chine maintient que la Tibet est une région autonome de la Chine depuis des siècles, et qu'ainsi la question de séparation de la Chine ou d'indépendance n'a pas lieu d'être. Des millions de Tibétains ont fui le Tibet pour échapper aux persécutions de la police chinoise pour stopper leur demande d'indépendance. Le Dalai Lama, le leader religieux le plus respecté reste en Inde depuis des décades avec le statut de réfugié politique. L'Inde lui a donnée son soutien diplomatique et une voie politique aux Tibétains bien qu'elle ait récemment officiellement reconnu le Tibet comme une région autonome de la Chine.

Soutien couvert sur le plan nucléaire au Pakistan : la Chine a soutenu en secret le Pakistan pour l'aider à construire sa bombe nucléaire en violation du TNP. Il l'a aussi aidé à construire leur moyens de livraison en leur fournissant la technologie des missiles ainsi que des missiles M-9 et M-11 prêts à l'utilisation.

Une Inde prospère et qui réussit, serait un contrepoids naturel quand la Chine même en gardant de bonnes relations. Des liens indo-américains forts sont cruciaux pour le but déclaré de Bush de soutenir l'Inde pour s'élever au niveau des grands de ce monde, même si auparavant des politiques opposées ont dominé leurs divergences depuis les 3 dernières décades. L'administration a

apparemment maintenant conclu qu'il est tout à fait sage d'accepter cette réalité, étant donné que la reconnaissance pour les Etats-Unis de l'Inde comme un état nucléaire de fait assurerait à New Delhi d'être un contre poids à la Chine et ceci équilibrerait tout dommage causé au régime de non-prolifération.

1.3.3 Aspects Economiques

Contribution importante indienne à l'économie américaine : une autre motivation pour les Américains d'améliorer leur relation avec l'Inde est l'impact de l'Inde sur l'économie américaine. L'Inde a un marché émergent qui croît à un taux impressionnant avec plus d'un milliard d'habitants. Cela fournit un marché énorme de consommations ainsi que de produits de luxe. L'influente classe moyenne indienne représente presque toute la population des Etats-Unis. L'Inde fournit également du travail sous-traité à des sociétés américaines surtout dans le secteur des logiciels et celui des services, ce qui les aide à maintenir leur compétitivité dans un marché mondial hautement compétitif. La contribution aux fabricants américains de logiciels est bien comme dans le monde entier. Les Indiens sont devenus une force politique significative aux EU grâce à leur contribution dans l'économie, la science les fonds de soutien des élections et à leur influence dans le monde des affaires ainsi qu'à leur nombre.

Tentative de réduire dépendance sur l'économie chinoise : les Etats-Unis veulent aussi réduire la dépendance de la Chine comme fournisseur de main d'œuvre et de services bon marché, qui est de plus hautement qualifiée et qui a l'avantage sur la Chine d'avoir une très grosse population avec une bonne connaissance de l'anglais. Cependant, l'Inde se situe derrière la Chine dans le secteur industriel et les infrastructures. La disponibilité de sources d'énergie électrique aiderait l'Inde à améliorer son infrastructure de fabrication, aidant ainsi les Etats-Unis à réduire leur dépendance vis à vis de la Chine.

1.4 Aspects Idéologiques

Malheureusement, les systèmes démocratiques et communistes ont toujours été méfiants les uns des autres, depuis la guerre froide. Ceci donne naturellement lieu aux craintes des américains vis à vis des chinois tandis que cette crainte est inexistante pour l'Inde, étant donné que l'Inde a prouvé sa capacité à toujours resté démocratique.

1.4.1 Le Contre –Terrorisme

Après la chute de l'Union Soviétique, il n'y avait pratiquement plus de menace directe, contre la sécurité américaine, jusqu'aux évènements du 11 septembre 2001 qui a révélé aux Américains une nouvelle sous la forme du terrorisme. Après des victoires militaires impressionnantes en Afghanistan et en Iraq, les Américains ont réalisé que ces victoires ne pouvaient pas effacer le terrorisme. Leur présence militaire au Moyen Orient s'est, contre toute attente prolongée, ce qui a mis une pression considérable sur leur forces de défense et a été à l'origine de critiques croissantes. Les Etats-Unis ont donc recherché dans le monde des partenaires en qu'ils puissent avoir confiance et qui puissent les aider à réduire cette pression sur leurs forces de défense en les remplaçant si possible. Bien que le Pakistan puisse remplir ces objectifs à un certain degré pour les Américains, la découverte récente de prolifération nucléaire à grande échelle et le soutien apporte par le Pakistan au terrorisme ont réduit sa crédibilité et la confiance qu'avaient les Américains. Ainsi, les Etats-Unis veulent améliorer leurs relations avec l'Inde qu'ils estiment être un partenaire fiable dans leur lutte contre le terrorisme.

1.4.2 Prolifération de la Technologie Nucléaire

L'année 2004 a mis en lumière une prolifération à grande échelle de la technologie nucléaire du Pakistan vers des pays comme la Libye, la Corée du nord et Iran. Ceci a mis en évidence la facilité pour un pays possédant la connaissance de la technologie nucléaire, de transférer cette technologie à d'autres pays non nucléaires. Tout en faisant l'éloge de l'Inde pour son

remarquable record de non prolifération de 3 décades, les Etats-Unis ont dû être conscient des conséquences terribles des efforts de non prolifération dans le monde, si un pays comme l'Inde cédait à la prolifération du savoir faire nucléaire. Il aurait été tout à fait logique de reconnaître les capacités nucléaires de l'Inde et de la traiter comme une nation nucléaire, au lieu de risquer que l'Inde, incapable d'exploiter ses connaissances nucléaires fructueusement, soit tentée par la prolifération pour des gains matériels ou géopolitiques. En reconnaissant l'Inde comme une nation nucléaire responsable, les Etats-Unis réduiraient le risque de prolifération. Donc, la déclaration commune est à la base de la promotion d'intérêts stratégiques à long terme pour les Etats-Unis.

1.5 Les Demandes de l'accord et la Réponse de l'Inde

Bien que l'accord proposé offre de nombreux avantages à l'Inde, ce n'est pas sans contrepartie. L'accord dit que l'Inde devra assumer toutes responsabilités et pratiques comme les autres états possédant l'arme nucléaire, comme les EU, pour acquérir les mêmes bénéfices et avantages. Plus spécifiquement l'accord demande les points suivants de l'Inde.

- (a) L'Inde devra séparer ses installations nucléaires, militaires et civiles installations ainsi que ses programmes d'une façon organisée et sous le contrôle de l'A.I.E.I.
- (b) L'Inde devra signer et adhérer à un protocole additionnel couvrant de telles installations nucléaires civiles. (cf. annexe 4)
- (c) L'Inde devra continuer à maintenir un contrôle unilatéral sur le moratoire des essais nucléaires.
- (d) Travailler en collaboration avec les Etats-Unis pour le contrôle des matières fissibles.

1.6 Séparation des Installations Militaires et Civiles

Selon l'accord l'Inde doit identifier et séparer ses installations civiles de ses installations militaires. L'Inde a donné son accord pour mettre 14 de ses 22 installations nucléaires sur la « liste civile » et ainsi d'être sujettes aux inspections de l'IAEA selon les accords de sécurité spécifiques à ces installations, connus sous le nom « Accords INFCIRC/66.Rev.2 » Ces accords de sécurité sont un garant de sécurité perpétuelle et ainsi évitant l'utilisation possible par l'Inde des installations civiles concernées pour la production de matériau nucléaire sa capacité à retirer de telles installations des conditions de sécurité dans un but de sécurité nationale. Cependant, l'accord garantit à l'Inde la décision de déclarer toute nouvelle installation créée dans l'avenir, comme civile ou militaire. L'Inde pour recevoir une aide nucléaire des Etats-Unis, devra placer ses installations civiles sous bonne garde à perpétuité en accord avec la section 123, de l'Acte d'Energie Atomique.

1.6.1 Protocole Additionnel

L'Inde a donné son accord pour signer et adhérer à un protocole additionnel concernant les installations nucléaires civiles. Aucun des trois pays n'adhérant pas au TNP, l'Inde, Israël et le Pakistan, n'ont donné leur accord sur les clauses appropriées du protocole additionnel type de 1997 concernant leurs activités nucléaires couvertes par les accords de sécurité INFIRC/66.Rev.2 L'AIEA a adopté en réponse aux révélations faites concernant le programme d'armement nucléaire Iraqui en 1991. Par ce protocole, l'AIEA peut requérir un surplus d'informations et l'accès à tous les aspects du cycle de combustible nucléaire d'un état. L'accord indien sur un protocole additionnel aider à renforcer la légitimité et les protections internationales et a réduire la différence entre fardeaux sécuritaires que l'Inde doit subir et ceux des états ne possédant pas l'arme nucléaire en acceptant les clauses de sécurité de l'AIEA sur toutes leurs installations nucléaires. Néanmoins, la conclusion par l'Inde d'un protocole additionnel avec l'AIEA est aussi très symbolique et procédurière, étant donné que cet accord de sécurité a été décidé pour détecter des activités nucléaires

non-déclarées, dans des états qui ont toutes leurs activités nucléaires pacifiques sous le contrôle de sécurité de l'AIEA.

1.6.2 Mise en place d'installations supplémentaires sous le contrôle de sécurité de l'AIEA

L'accord par l'Inde de mettre en place des installations nucléaires supplémentaires sous le contrôle de sécurité de l'AIEA présente le mérite d'étendre la couverture de telles garanties de sécurité et de restreindre dans une certaine mesure, les différences entre les fardeaux sécuritaires que l'Inde doit subir et ceux des pays ne possédant pas l'arme nucléaire, en acceptant la totalité de ces consignes de sécurité en accord avec le TNP. A ce jour, l'Inde a accepté des inspections internationales seulement sur les installations et matériels importés d'autres états, par exemple les deux réacteurs russes à côté de Pondichérie et les réacteurs de Kota dans le Rajasthan qui sont inspectés par l'AIEA.

1.6.3 Adoption des lignes directrices de GFM/ RCTM

New Delhi a également promis de prendre les mesures nécessaires pour protéger les matériels et la technologie nucléaires, grâce à une législation complète et facilitant les contrôles et aussi grâce à une harmonisation et une adhésion aux lignes directrices du Régime de Contrôle de la Technologie des Missiles (RCTM) (cf. annexe 5) et du GFM (Groupe des Fournisseurs/ Nuclear Suppliers' Group), bien que n'appartenant pas à ces organisations mêmes. La bonne volonté de l'Inde, pour adapter les lignes directrices du GFM est un développement positif. De même, l'Inde a donné son accord pour se restreindre à transmettre des technologies d'enrichissement et de fabrication à des états qui ne les possèdent pas et à soutenir les efforts internationaux pour limiter leur expansion. Cette déclaration est en accord avec les propositions de Bush en Février 2004, mais ces deux clauses ont une valeur plus que symbolique, car même sans ces accords officiels, l'Inde n'a jamais dans le passé transféré de

technologie nucléaire à quelque état que ce soit et s'est toujours montré un pays responsable, surtout dans le domaine de non-prolifération nucléaire, même quand elle n'était pas à aucun traité international.

Concernant le moratoire sur les essais nucléaires, immédiatement après ses essais de 1998, l'Inde a déclaré qu'il s'agissait d'une réponse sécuritaire et qu'elle observerait désormais le moratoire. Elle formalise avec l'accord avec les Etats-Unis.

1.7 Critiques et soutien

1.7.1 Critiques intérieure en Inde

Programme compromettant du surgénérateur : en Inde la critique principale, après la déclaration commune du 18 juillet 2005, concernait la question de la séparation et de l'identification des installations nucléaires. Les critiques portaient sur l'opinion que la séparation des installations civiles serait préjudicielle aux capacités de défense nucléaire du pays. L'ex premier ministre Atal Bihari Vajpayee qui permis les essais de 1998 et le chef de la Commission Indienne de l'Energie Atomique (Atomic Energy Commission), le Docteur Anil Kakodkar ont déclaré que la mise en place de réacteurs surgénérateurs indiens, compromettraient sérieusement les programmes de surgénérateurs fonctionnant au Thorium indien qui requièrent du plutonium des 13 réacteurs à l'eau lourde, en opération. L'ex-premier ministre a aussi déclaré que le coût du processus de séparation serait exorbitant. Cependant, après les dernières propositions selon lesquelles l'Inde est dispensée de placer 8 de ses 22 réacteurs sous le contrôle de l'AIEA, comprenant les réacteurs fonctionnant au thorium, a faut taire pratiquement toute critique intérieure. La communauté scientifique, qui était inquiète au sujet de certaines demandes américaines concernant la mise en place de toutes les installations nucléaires indiennes sur la liste civile, a déclaré que ce nouvel accord proposé ne serait pas préjudiciable au programme nucléaire indien.

Compromis sur la stratégie de sécurité : la deuxième objection de l'opposition disait que la séparation des réacteurs nucléaires compromettrait les intérêts stratégiques du pays car les Etats-Unis au départ demandaient placer tous les réacteurs indiens sous le contrôle de l'AIEA, mais pendant la visite du président Bush, ils ont permis à l'Inde de placer, sous le contrôle international, seulement les réacteurs qui produisent, dans leur ensemble, 65% d'énergie atomique produit par l'Inde.

1.7.2 Critiques extérieures à l'Inde

Un affront pour les efforts internationaux de non-prolifération : les critiques signalent que ce sera une claque pour le régime de non-prolifération et que cela peut tenter d'autres pays de tenter la même voie que l'Inde vers nucléarisation. Ils font remarquer que la séparation des installations nucléaires militaires et civiles ne peut pas réduire le risque que l'Inde développe son arsenal nucléaire, étant donné que la séparation des programmes militaires et civils ne limite pas la production de matériaux fissiles à des fins militaires, car 8 des installations nucléaires indiennes actuelles sont hors de contrôle de l'AIEA. De plus, la décision de déclarer des installations futures dépend de l'Inde. Il y a des critiques de la part des opposants à l'accord, aux Etats-Unis et dans quelques autres pays, notamment la Chine et le Pakistan. Mais des puissances mondiales majeures comme la France, le Royaume Uni et la Russie n'ont pas d'objection sérieuse à l'accord.

Pas de nouveaux engagements de la part de l'Inde : les critiques ont également dit qu'avec l'accord proposé, l'Inde n'a pris aucun nouvel engagement. Par exemple, l'Inde a promis de continuer un moratorium sur les tests nucléaires ; ce n'est pas une initiative totalement nouvelle. La promesse de l'Inde dans la déclaration commune fait de l'engagement bilatéral pour le Pakistan de ne pas être le premier à tester ses nouvelles armes nucléaires, un nouvel engagement

politique pour les Etats-Unis. L'Inde également, dans la déclaration commune, pris d'autres engagements de non-prolifération, mais ceux-ci ne font que codifier davantage la politique actuelle que l'Inde a suivie même sans être signataire du TNP. Ainsi, les critiques disent que l'accord donnerait à l'Inde les avantages d'un signataire du TNP sans réellement adopter les restrictions imposées par le TNP aux pays non dotés des armes nucléaires.

Non adhésion au FMCT : de même l'Inde a promis de travailler avec les Etats-Unis pour conclusion d'un traité multilatéral pour la fin de matériel (FMCT) Les critiques disent que ceci n'est pas non plus une nouvelle concession de la part de l'Inde, car l'Inde soutient les négociations pour un tel traité depuis longtemps. De plus la portée de cette action n'est pas certaine, parce que les Etats-Unis eux-mêmes ont jeté le trouble sur les perspectives de conclusion de ce traité en affirmant qu'un FMCT ne peut pas être vraiment vérifié. Pendant ce temps, l'Inde restera libre de produire des matériaux fissiles pour son programme d'armement nucléaire, bien que les 5 états nucléaires reconnus par le TNP aient cessé la production de plutonium et d'uranium enrichi (Highly Enriched Uranium - HEU) pour leur armement nucléaire. La Chine n'a pas annoncé sa décision de procéder ainsi mais il est largement admis qu'elle a cessé sa production de matériel fissile pour son armement nucléaire. L'absence d'engagement indien pour arrêter sa production de matériel d'armement est, pour les critiques, un vide notable.

1.8 Soutien pour l'accord

Réduction des risques de prolifération : d'un autre côté, ceux en faveur de l'accord pensent qu'en fait, l'accord aidera à renforcer les efforts internationaux de non prolifération. Ils estiment que l'accord de l'Inde, pour placer les installations nucléaires additionnelles sous le contrôle de l'AIEA a le mérite d'étendre la couverture de tels contrôles et de restreindre dans une certaine mesure les différences entre les fardeaux que constituent les contrôles subis par

l'Inde et ceux subis par les états qui ne possèdent pas l'arme nucléaire en acceptant les contrôles totaux du TNP. A ce jour l'Inde a accepté des inspections seulement sur les installations et matériaux importés d'autres états. Du fait de l'Inde n'aurait aucun droit à retirer toute installation de la liste civile, elle autoriserait également la communauté internationale et l'AIEA à contrôler indirectement la quantité de matériau fissile produite par l'Inde. Ils soutiennent qu'il est préférable d'accepter la réalité des capacités nucléaires de l'Inde et d'incorporer l'Inde au lobby nucléaire au lieu de refuser d'admettre les faits et penser que la non-reconnaissance de la capacité nucléaire de l'Inde signifierait que l'Inde n'est pas une puissance nucléaire. La disponibilité suffisante de fuel nucléaire ne tenterait pas l'Inde de séparer le plutonium du fuel consommé, avec ses risques de prolifération. En d'autres mots, le fuel étranger servirait comme une alternative au traitement du plutonium et réduirait le risque de prolifération. Le président Jacques Chirac de la France, a salué l'accord. Il a dit, « C'est une avancée pour le régime de non-prolifération nucléaire, tout autant que pour la lutte contre le réchauffement climatique [.....] L'accès de l'Inde aux technologies nucléaires civiles est en particulier indispensable pour donner à l'Inde, puissance responsable, les moyens de répondre à ses immenses besoins énergétiques, en limitant ses émissions de gaz à effet de serre".

Approbaton par l'AIEA : le directeur général de l'Agence Internationale pour l'Energie Atomique et prix Nobel de la paix en 2005, M El BARADEI a fortement approuvé l'accord nucléaire civile indo-américaine. Il dit que « l'Inde représente un sixième de la population mondiale – un milliard d'habitants. Je voudrais m'assurer qu'il existe des partenaires dans le domaine de la sécurité et de la non-prolifération. Je pense que l'accord, correctement géré, nous ferait faire un grand pas en avant vers les objectifs de non-prolifération de la communauté internationale » Il a montré que l'Inde et les Etats-Unis ont une politique de coopération dans tous les domaines d'activités, sauf dans l'application pacifique de la technologie nucléaire. Le directeur général de l'AIEA, Hans Blix a dit que tous les pays, y compris l'Inde, y gagneraient si tous les inspecteurs de la

sécurité de l'Agence International pour l'Energie Atomique pouvaient avoir un meilleur accès aux installations nucléaires. Il a dit que les vérifications rendraient le transfert de technologie plus facile, ce qui favoriserait un développement sûr de la puissance nucléaire⁸.

Dépendance de l'Inde : les partisans de l'accord ont surtout fait remarquer le fait que l'Inde s'est toujours conduite admirablement en tant que pays nucléaire responsable durant les 3 dernières décennies. Elle s'est abstenue avec application de prolifération de la technologie nucléaire, même quand elle était consciente que son grand rival le Pakistan prolifération ferait et échangeait en toute liberté de la technologie nucléaire pour obtenu la technologie de missile et ainsi gagner une influence politique.

2 Deuxième Partie : Les Enjeux

2.1 Les blocages à l'application

2.1.1 Le Congrès américain

Bien que le président George Bush ait donné son accord sur les dernières conditions de l'accord négocié entre ceci et le premier ministre indien Manmohan Singh, il ne peut pas faire appliquer l'accord sans obtenir le changement de la loi intérieure américaine pour satisfaire l'Inde. Ceci ne peut pas être fait sans l'approbation du Congrès américain. En ce moment, la loi américaine, ne permet pas le transfert du savoir nucléaire à des pays non signataires du TNP. La section 123 de « la loi sur l'énergie atomique » demande qu'un certain nombre de conditions, assurances et contrôles soient inclus à tous les accords de coopération nucléaire pacifique avec ENDAN, y compris un contrôle total de sécurité et le droit pour les Etats-Unis d'approuver le retraitement de matériau

⁸ Déclaration faite à New Delhi, inaugurale des 2 jours de séminaire de l'AIEA sur le rôle de l'énergie nucléaire dans le développement durable

nucléaire, concerné par l'accord. Pour le nouvel accord de coopération nucléaire pacifique, sans un engagement total de l'Inde aux conditions de sécurité, le président aurait à obtenir un accord du Congrès, qui ne répond pas à toutes les exigences de la Section 123. En ce cas, les deux chambres du Congrès doivent approuver l'accord par un vote majoritaire. En agissant ainsi, le Congrès pourrait imposer des conditions à l'entrée en force ou l'application de l'accord. De plus, si le Congrès approuvait un tel accord sans engager aucune condition, la Commission Régulatrice Nucléaire (NRG - Nuclear Regulatory Commission) aurait à délivrer une licence pour les exportations nucléaires significatives en accord avec les critères mis en avant dans les sections 127 et 128 de la loi sur l'énergie atomique. La section 128 exige des contrôles de sécurité de grande envergure. Comme l'Inde ne dispose pas de garanties de sécurité sur toutes ses activités nucléaires, le président aurait à autoriser toute exportation par un ordre d'exécution et le soumettre à l'approbation du Congrès, pour un examen en session continue de 60 jours, pour que le Congrès décide ou non de rejeter la proposition ou d'imposer des conditions sur son application.

De plus, la section 129 de la loi sur l'énergie atomique exige l'arrêt des exportations nucléaire vers les ENDAN et que le président se trouve, entre autres choses, avoir déclenché « des mécanismes explosifs nucléaire » (nuclear explosive device) ou s'être engagés dans des activités impliquant des matériaux nucléaire ou ayant un rapport direct pour la fabrique ou l'acquisition de mécanismes explosifs nucléaire, et qui n'a pas pris les mesures qui selon le jugement du président, représentent un programme suffisant vers l'arrêt de telles activités. Le président, peut renoncer à cette exigence, s'il prouve que la cessation de telles exportations serait préjudiciable à accomplissement des objectifs américains de non-prolifération ou sinon mettrait en danger la sécurité et la défense commune. Le renoncement est aussi sujet à un examen de Congrès.

Si le Congrès approuvait un nouvel accord Inde-américain de coopération nucléaire sans les exigences de contrôle de sec de grande envergure et sans libéraliser les clauses de licence d'exportation nucléaire de la loi sur l'énergie atomique, les Etats-Unis pourraient, en théorie, engager un nouvelle coopération nucléaire avec l'Inde en utilisant les renoncements mentionnés à dessus. Cependant l'abandon des clauses appropriées des sections 128 et 129 de la loi sur l'énergie atomique permettrait difficilement aux Etats-Unis de mettre en place une coopération nucléaire avec l'Inde, sur une base stable, sérieuse et prévisible. Ainsi, sur un plan pratique, de façon à engager une telle coopération nucléaire avec l'Inde, l'administration demandera probablement au Congrès de modifier la loi.

Les juristes pourraient aussi lier l'application par les Etats-Unis de la déclaration commune à un engagement indien de mettre fin à toute production d'armes. Ils pourraient également exiger une preuve convaincante, qu'une exception pour l'Inde des exigences de contrôle à grande échelle soit totalement acceptable pour le GFM et que cela n'aboutirait pas à une érosion du principe, selon lequel, les contrôle de sécurité à grande échelle sont une condition obligatoire pour le commerce nucléaire avec les ENDAN. De plus, le Congrès pourrait aussi rejeter toute demande de l'administration de dispenser l'Inde des exigences de contrôle de sécurité à perpétuité.

En juillet 2005, la Maison de l'Energie et le comité du Commerce ont adopté un amendement à une note sur l'énergie que le sénat prenait en considération. Cet amendement interdirait toute exportation de technologie ou équipement nucléaire à l'Inde et d'autres pays qui auraient déclenché une arme nucléaire et pas signé le TNP. Les membres du sénat du comité de conférence de la chambre du sénat ont finalement rejeté la mesure mais les membres de la chambre ont promis de poursuivre leur opposition à l'accord nucléaire Bush-Singh.

2.1.2 Groupe des Fournisseurs de Nucléaire

Un autre obstacle à la ratification finale de l'accord pourrait être le « Groupe de Fournisseurs Nucléaires – GFN (NSG – Nuclear Suppliers' Group). Les Etats-Unis sont obligés, en tant que membre du GFN, au moins sur un plan politique – et certains peuvent dire, sur un plan légal, d'exiger des contrôles de sécurité à grande échelle sur les exportations de matériaux nucléaire, les équipements, les composants et la technologie spécifique apparentée de la liste « sensible », aux ENDAN, tels que définis par le TNP. Comme GFM prend ses décisions sur la base du consensus, les Etats-Unis auraient à persuader les 44 membres du GFM de modifier ou réinterpréter les directives du GFM de façon à permettre une coopération nucléaire avec l'Inde sans exiger que New Delhi accepte des contrôles de sécurité à grande échelle. Quelques membres du GFM peuvent évidemment soutenir avec certaines justifications, que cela serait injuste pour les ENDAN de donner à l'Inde tous les bénéfices pacifiques de l'énergie nucléaire spécifié dans l'article IV du traité sans exiger de l'Inde quelle accepte les obligations correspondantes de l'article 1 pour renoncer aux armes nucléaire et celles de l'article III concernant les contrôle de sécurité de grande échelle.

Les Etats-Unis risqueraient de créer la confusion dans le régime du contrôle des exportations nucléaire s'ils essayaient d'agir en l'absence du consensus du GFM au mépris des protestations sérieuses d'autres membres du GFM, selon lesquelles l'initiative américaine est injuste et ébranle les normes de non-prolifération. Pour convaincre le GFM, « les Etats-Unis ne chercheront pas à changer les règles du groupe selon lesquelles les importateurs nucléaires soumettent toutes leurs installations et activités nucléaire à la surveillance internationale. Au lieu de cela les Etats-Unis demanderaient au GFM d'accord une dispense à l'Inde. Il est peu probable que l'administration Bush demande au Congrès d'approuver une nouvelle coopération nucléaire avec l'Inde sans un signe clair et crédible que le GFM accepte une exception spéciale pour l'Inde des

exigences de contrôle de sécurité de grande échelle »⁹ Cependant il y a peu de chances de rencontrer une opposition sérieuse, étant donné que la France, le Royaume-Uni et la Russie, trois des plus influents membres du GFM ont ouvertement indiqué une nouvelle volonté de considérer une coopération nucléaire avec l'Inde. La France peut demander quelques concessions de l'Inde, comme reflète la déclaration de l'ambassadeur français en Inde, M Dominique GIRARD, qui a dit : « Il est clair que l'Inde doit faire certaines propositions et certains efforts qui soient acceptables pour nous, les américains et les autres pays du GFM »

2.1.3 Le Pakistan

Le Pakistan a toujours demandé la parité avec l'Inde dans tous les domaines. Jusqu'à maintenant les EU ont aussi été conciliant envers leurs demandes, depuis que ce pays est un allié utile dans le monde musulman, situé stratégiquement entre le Moyen-Orient et l'Asie du Sud-est, qui était facile à contrôler parce que du point de vue pratique, il y a toujours eu un dictateur militaire pour diriger le pays. Aussitôt, après la déclaration commune du 18 juillet 05, le Pakistan a demandé un arrangement similaire, malgré les révélations d'un réseau de prolifération à grande échelle, opéré par le Pakistan. Jusqu'à présent, beaucoup ont cru que c'était seulement une question de temps avant que Bush n'annonce des concessions similaires pour le Pakistan affaiblissant ainsi encore davantage le régime du TNP. Ceci aurait pu durer l'opinion mondiale générale et par conséquent l'opinion du Congrès, et probablement même empêché l'accord indo-américain de se matérialiser. Mais durant cette même visite en Asie du sud-est, pendant qu'il était en Afghanistan, le président H Karzai de l'Afghanistan, et les chefs militaires américains ont, dans deux déclarations séparées, informé Bush du soutien continu du Pakistan aux Talibans. On dit que le président était

⁹ Robert Joseph, sous-secrétaire américain pour le contrôle de l'armement et la sécurité internationale.

très fâché de cette information et que par conséquent, il avait été sec durant sa visite au Pakistan et qu'en réponse à une question, il avait écarté de tels arrangements avec le Pakistan, en disant, « la Pakistan et l'Inde sont des pays différents avec des besoins différents et une histoire différente »¹⁰ en faisant une allusion aux plusieurs allusions sur la prolifération de part du Pakistan. Ainsi, il est près que certain que le Pakistan essaierait de faire pression contre un accord aux Etats-Unis et des autres forums. Mais cette pression a peu de chance de faire effet, quand l'administration Bush et l'Inde font cause commune, concernant les raisons du rejet de la demande du Pakistan.

2.1.4 Opinion mondiale sur l'impact du TNP

Un autre facteur pouvant probablement fortement influencer la prise de décisions du Congrès américain est l'impact probable de cet accord sur la l'inviolabilité du régime du TNP et de l'opinion mondiale. Certain ont peur que ces changements proposés transforment les normes existantes pour le commerce nucléaire en normes édifiés à des fins commerciales et qu'il serait alors beaucoup plus difficile de dissuader certains fournisseurs de fournir une assistance nucléaire à des pays concernés par la prolifération. Par exemple, il pourrait être plus difficile pour les Etats-Unis fournir des arguments contre l'aide russe au programme nucléaire iranien car Moscou pourrait alors citer l'accord avec l'Inde pour justifier l'accroissement de son aide à Téhéran. Le Pakistan demande déjà des conditions similaires de l'ouest et la Chine pourrait être plus disposée à répondre à cette demande, même si les pays occidentaux repoussent les demandes d'Islamabad. Tout ceci peut faire penser que cet accord accroîtrait le risque de prolifération et de nombreux autre pays peuvent essayer d'acquérir furtivement des armes nucléaires. L'administration Bush devra montrer et justifier, pourquoi d'un côté elle rejette le programme iranien d'armer, mais d'un autre côté autorise l'Inde à continuer son programme. Le monde musulman peut voir cela comme un parti pris délibéré contre eux, ou cela peut donner l'occasion à certains d'entre

¹⁰ Le Président George Bush lors d'une conférence avec le Président Pervez Musharraf, au Pakistan on le 5 mars 2006.

eux d'entretenir les sentiments des djihads. Le Congrès demanderait alors des explications sur de telles questions à l'administration Bush.

2.1.5 Le nœud iranien

Après la découverte du réseau de prolifération AQ Khan, il s'est avéré que l'Iran était aussi le bénéficiaire de la technologie cachée de la bombe nucléaire du Pakistan. La découverte a provoqué une série d'activités diplomatiques de la part de l'AIEA des Etats-Unis et des trois états européens : France, Allemagne et Royaume-Uni pour convaincre l'Iran d'abandonner son programme d'armement nucléaire. Alors que l'Iran est demeuré intraitable en refusant d'abandonner son programme d'armement, les Etats-Unis, la France, la Grande Bretagne et l'Allemagne ont demandé une réunion des 35 membres du conseil d'administration de l'AIEA le 24 Septembre 2005 pour évoquer le renvoi de la question de l'Iran au Conseil de Sécurité. Le Conseil de Sécurité a passé une résolution le 24 Septembre 2005 basée sur l'échec de l'Iran à convaincre la communauté internationale que son programme nucléaire est entièrement pacifique. La résolution ne spécifiait aucune date pour renvoyer l'Iran devant le Conseil de Sécurité. Plus tard, durant une autre réunion d'urgence du Conseil d'Administration les 02 et 03 Février 2006, l'AIEA a retardé pour quelque temps le renvoi de l'Iran devant le Conseil de Sécurité.

Quelques critiques de l'accord indo-américain ont essayé de tracer un parallèle entre les programmes nucléaires iranien et indien. Ils disent que si l'Iran a été persuadé par l'AIEA et les Etats-Unis de démanteler son programme d'armement nucléaire, l'Inde devrait être traité de la même façon et persuadée de mettre fin à son programme nucléaire. Ils pensent que menacer l'Iran d'un renvoi devant le Conseil de Sécurité d'un côté et presque garantir le statut de puissance nucléaire à l'Inde de l'autre, serait purement hypocrite et donc préjudiciable pour le TNP. L'administration Bush et d'autres partisans de l'accord font remarques les différences importantes qu'il existe entre les programmes d'armements de l'Inde

et de l'Iran. Ils font remarquer que l'Iran est signataire du TNP et donc s'est engagé à ne pas s'armer. L'Iran répondait à une obligation légale et a profité des privilèges et avantages d'être un membre du TNP y compris l'accès à la technologie de l'énergie nucléaire civile. Alors que l'Inde n'était pas signataire du TNP, elle devait donc répondre à aucune obligation légale. L'Inde avait choisi de rester en dehors du TNP et a été ainsi privée des facilités accordées à un membre du TNP, y compris le non admissibilité aux combustibles et à la technologie du nucléaire civil. De plus l'Iran a passé outre le contenu et l'esprit de son engagement légal envers le TNP tout en en étant un membre. L'Inde a suivi la lettre et l'esprit du traité, même alors qu'elle n'était pas un membre du traité. Témoignant devant tous les membres du Comité des Relations internationales de la chambre des représentants le 08 mars 2006, le secrétaire de l'état pour les affaires politiques, Nicholas Burns a dit que, à la différence de l'Iran autocratique, l'Inde ne rejetait pas l'AIEA. Il a dit en réponse à une question : « l'Iran est autocratique et agressif et une des plus grandes menaces du monde aujourd'hui [.....] L'Inde est prête à accepter que l'AIEA fasse des contrôles de sécurité sur une grande majorité de ses installations ; les Iraniens essaient de se débarrasser de l'AIEA »

Bruno Tertrais¹¹, dit que les deux dossiers, pourtant, ne peuvent guère être superposés. Il remarque, «La différence de traitement s'explique par des différences de deux ordres, juridiques et politiques». Sur le plan juridique, le fait que l'Iran soit membre du TNP permet de lui reprocher de violer un accord qu'il a signé. Sur le plan politique, New Delhi entretient à l'évidence de meilleures relations avec les pays occidentaux que Téhéran. «Les Etats-Unis ou la France estiment que les ambitions de puissance indiennes sont pour le moment compatibles avec leurs intérêts», poursuit Bruno Tertrais. La différence de traitement reste d'ailleurs à nuancer. Toute coopération nucléaire civile n'est pas refusée à l'Iran, loin de là. Aussi, cette possibilité n'est pas offerte à l'Inde sans conditions. Pour Bruno Tertrais, la principale objection porte sur le «timing». «Le

¹¹ Chercheur à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS), Le figaro, 02 mars 06

moment n'est pas forcément bien choisi, conclut-il, une telle initiative n'étant pas faite pour faciliter le consensus international sur la crise iranienne

2.2 Des solutions probables

Il n'y a aucun doute que l'administration Bush devra beaucoup travailler pour obtenir l'approbation de l'accord par le Congrès et les pays du GFM. Ils auront la dure tâche de convaincre le Congrès les experts sur cette question, le public américain et l'opinion mondiale en faveur de l'accord. L'Inde profite d'une bonne réputation aux Etats-Unis grâce à son importante classe ouvrière employée dans tous les domaines de la société. La position du pays s'est également améliorée, tant aux Etats-Unis que dans le reste du monde, après les révélations de prolifération à grande échelle et du soutien au terrorisme, émanant de pays voisins comparé à la retenue responsable exercée par l'Inde. Le fait est que l'Inde est la plus grande démocratie du monde et exerce une influence positive sur l'opinion publique, quand les Américains et même les Européens se méfient de plus en plus de la menace d'une nouvelle puissance communiste. Parmi les pays du GFM, la France, le Royaume-Uni et la Russie ont montré leur volonté de coopérer avec l'Inde sur le programme nucléaire civil, ce qui devrait donc favoriser l'accord du GFM. Le lobby commercial des Etats-Unis qui fait fortement pression sur l'Inde, devrait pouvoir exercer son influence sur les Congrès. Ainsi, malgré diverses raisons pour une probable opposition à l'accord, il y a de fortes chances que l'administration Bush puisse obtenir les approbations nécessaires du Congrès et du GFM, si elle joue franc jeu. Le fait que le président Bush soutient ouvertement l'accord, devrait indiquer qu'il est confiant pour obtenir le soutien du Congrès et du GFM.

Conclusion

L'accord proposé, s'il est promulgué, garantirait à l'Inde un statut entre EDAN et ENDAN. Les propositions de l'administration Bush à l'Inde sont réellement audacieuses. Il n'a pas du être facile de faire de telles propositions à un moment

où une série de révélations a été faite au sujet de la prolifération nucléaire dans la monde. Le souvenir de la guerre froide et de ses risques nucléaires s'était à peine effacé que des menaces de la Corée du Nord, qui était subrepticement équipée d'armes nucléaires, sur les Etats-Unis, sont apparues. Il y a eu des révélations sur une large prolifération par certains pays utilisant des acteurs non officiels pour fournir la technologie nucléaire à des régimes autocratiques ou instables, des révélations également sur l'Iran essayant de se constituer un arsenal d'armes nucléaires, de manière flagrante, passant ainsi outre les conditions du TNP auquel il était signataire.

Alors que les raisons pour l'Inde de vouloir un tel accord sont évidentes et naturelles, les raisons pour lesquelles l'administration Bush s'intéresse à cet accord ne sont pas si évidentes. La hâte montrée par Bush de faire passer les propositions dans un climat politique turbulent à cause des crises iraniennes et coréennes, ont provoqué quelques critiques et questions sur les motivations réelles de ces propositions. La question de la Chine et le besoin d'avoir un allié stable et démocratique en Asie du Sud-est et au Moyen Orient semblent être les deux facteurs géopolitiques les plus importants, alors que la possibilité de développement des échanges commerciaux dans divers domaines comme l'agriculture, la science et la technologie, le marché de consommation et le sous-traitement semblent en être les facteurs économiques. Malgré l'euphorie du contexte indien, et la confiance montrée par l'administration Bush, la conclusion finale de l'accord dépend encore de l'attitude du Congrès américain dont l'approbation est nécessaire pour que l'accord soit ratifié.

Aussi, l'approche du GFM dont les décisions sont prises par vote, est un facteur crucial dans l'approbation de l'accord. Certaines personnalités se sont inquiétées que l'accord puisse être préjudiciable au régime de non-prolifération et poussent certains pays ENDA à qu'une nouvelle course à l'armement commence dans le monde. L'initiative de l'administration arrive suite à diverses autres actions qui ont causé certains doutes sur son soutien au régime de non-prolifération : son

rejet du TNP, du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires ou TICE (Comprehensive Test Ban Treaty – CTBT) son dénigrement des contrôles de sécurité de l'AIEA dans la gestion de la guerre en Iraq, sa controverse sur l'impossibilité de vérifier le FMCT et son refus à la conférence plénière du TNP en 2005, de réaffirmer son engagement au désarmement, que les Etats-Unis avaient pris à une autre conférence en 2000. De nombreux pays et critiques ont attaqué l'administration Bush sur ses actions passées et sa dernière initiative ne peut que s'ajouter à leurs doutes sur l'engagement américain d'atteindre les objectifs de non-prolifération. Cependant l'administration Bush, l'Inde, la France, le Royaume-Uni, la Russie et l'Australie ne pensent pas que les dernières propositions soient préjudiciables au régime de non-prolifération. Ils disent que cela aiderait en fait le régime à se renforcer, étant donné qu'un grand nombre de sites nucléaires indiens seront sous le contrôle et la supervision de l'AIEA. Les deux arguments les plus logiques sont d'abord, que s'assurer que l'Inde ait accès à une source contrôlable de combustible nucléaire, réduirait les chances qu'elle essaie d'adopter la « route du plutonium » pour répondre à ses besoins en combustibles, ce qui ne peut pas être supervisé par l'AIEA et ensuite l'adhésion recommandée aux principes de non-prolifération même si l'Inde n'est signataire d'aucun traité sur le sujet. Si le GFM et le Congrès américain approuvent une exception spéciale totale pour l'Inde, tout en gardant le reste du régime en place, ceci pourrait faire craindre que l'initiative Bush ait pour résultat une érosion sérieuse des règles d'approvisionnement nucléaire. D'un autre côté si le Congrès et les ENDAN membres du GFM insistent pour maintenir des contrôles de sécurité forts comme condition à l'approvisionnement de l'Inde, l'ensemble de l'initiative pourrait échouer. D'autre part, si certains fournisseurs essaient de profiter de l'accord pour atteindre subrepticement des marchés « off-limits » (interdits) cela pourrait aussi causer de sérieux dommages au régime de non-prolifération. En tout cas, l'ensemble des ramifications que l'accord indo-américain aura sur le régime international de non-prolifération, prendra du temps à se manifester ; peut-être des décennies.

L'Inde a respecté son engagement d'annoncer son plan de placer ses réacteurs sous le contrôle de l'AIEA (14 de 22 réacteurs en total), acceptant de signer le protocole additionnel et continuant à maintenir son moratorium unilatéral sur les tests nucléaires. Il semble qu'il n'y ait aucun obstacle concernant l'application de l'engagement de l'Inde car il n'y a aucune menace de réduction de la position stratégique du pays, la communauté scientifique est en accord avec les termes de l'accord et dans le pays il y a une unanimité presque totale sur la question. Les protestations de l'opposition ont devenues de plus en plus faibles. L'initiative est maintenant passée dans le camp Bush qui a la difficile et cruciale tâche de convaincre le Congrès américain et les pays du G8 de ratifier l'accord. Si l'administration Bush peut appliquer la déclaration commune sans modification significative, cela donnerait à l'Inde une reconnaissance de fait d'un état possédant l'arme nucléaire et l'accès au marché international de l'énergie nucléaire. Les pays du G8 auraient un marché lucratif, les EU gagneraient un nouvel allié stratégique et le monde aurait à s'adapter à un nouvel ordre nucléaire et géopolitique.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

India's Nuclear Bomb: The Impact on Global Proliferation
par George Perkovich, 597pp.
University of California Press, 1999.

Title India's Emerging Nuclear Posture
Author(s) Ashley J Tellis
Publisher Rand Corporation
Publication Date Sep 15, 2001

Nuclear Energy: Promise Or Peril?
par C R Hill, Georges Ripka, A L Mechelynck, B Van Der Zwaan

Title India's Nuclear Bomb
Author(s) Shyam Bhatia
Publication Vikas Publication, 1979

Defendre l'Inde
Jaswant Singh, Ancien Ministre de défense indien
Publié 1999

Nuclear Deterrence in Southern Asia: China, India and Pakistan
par Arpit Rajain, 2000
Vidyarthi Publishers

Sites Internet

www.carnegieendowment.org
www.rediff.com
www.indiadefence.com
www.bharatrakshak.com
www.globalsecurity.org
www.yaleglobal.yale.edu
www.cdi.org
www.armscontrol.org
www.fas.org
www.un.org

Annexe 1 : Le Traité de Non-Prolifération (TNP) **Non-Proliferation Treaty (NPT)**

La signature du traité eut lieu le 1^{er} juillet 1968 mais il est entré en vigueur le 5 mars 1970, après qu'il eut été ratifié, comme le prévoit l'article IX-2 et IX-3 par les *gouvernements dépositaires* (États-Unis d'Amérique, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Union des républiques socialistes soviétiques) et quarante autres États signataires.

Aujourd'hui, 189 États ont ratifié ce traité. C'est le traité le plus universel puisque seuls trois États ne l'ont pas signé à ce jour : l'Inde, le Pakistan et Israël. Après l'adhésion de Cuba en 2002, il compte à la date d'avril 2004, 188 États parties.

À partir de la ratification en 1970, le traité entre en vigueur pour une durée de 25 ans. Il a été reconduit pour une durée indéterminée en 1995, à la condition exigée par les pays arabes concernant Israël, que des efforts de désarmements soient conduits avec ce dernier. À la conférence de 2000 (New York, 24 avril - 19 mai), les États parties s'entendent sur un programme d'actions en 13 *étapes pratiques* visant à la réalisation effective du traité. La conférence de 2005 (New York, 2 mai - 27 mai) ne permet pas l'obtention d'un accord sur des *questions de fond et de procédure*.

Principe

Le principe de base du TNP repose sur la discrimination opérée entre les États dotés de l'arme nucléaire ayant fait exploser un engin nucléaire avant le 1er janvier 1967 (EDAN), et les autres États, non dotés de l'arme nucléaire (ENDAN) : les premiers (États-Unis, URSS, Grande-Bretagne, France, Chine), également membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, s'engagent en signant le traité à ne pas aider un autre pays à acquérir des armes nucléaires ; les seconds s'engagent à ne pas fabriquer d'armes nucléaires et à ne pas essayer de s'en procurer.

Le traité favorise les usages pacifiques de l'atome, en affirmant le droit inaliénable de toutes les parties au traité à développer la recherche, la production et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Tous les pays signataires, et notamment les États les plus avancés dans le domaine nucléaire civil, s'engagent ainsi à faciliter un échange aussi large que possible d'informations, d'équipements et de matières nucléaires pour les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.

Objectifs du TNP

Le TNP commence ainsi:

Les États qui concluent le présent Traité, [...]

Considérant les dévastations qu'une guerre nucléaire ferait subir à l'humanité entière et la nécessité qui en résulte de ne pas ménager aucun effort pour écarter le risque d'une telle guerre et de prendre des mesures en vue de sauvegarder la sécurité des peuples [...] sont convenus de ce qui suit...

Et rappelant l'effort qui doit être mis conformément à la Charte des Nations unies pour s'abstenir du recours à la menace ou à l'emploi de la force, et pour favoriser l'établissement et le maintien de la paix et de la sécurité internationale, le traité engage les parties non-dotées d'armes nucléaires « à ne transférer [ni ne recevoir] à [ou de] qui que ce soit, ni directement ni indirectement, des armes nucléaires [...] ou le contrôle de telles armes ». Il engage aussi toutes les parties au traité à « ne pas fournir de matières brutes ou de produits fissiles spéciaux, ou d'équipements ou de matières spécialement conçus ou préparés pour le traitement, l'utilisation ou la production de produits fissiles spéciaux à un État non doté de l'arme nucléaire ».

Ce traité n'est pas conçu pour porter atteinte aux recherches et à l'exploitation d'un nucléaire pacifique, mais au contraire incite à la coopération technologique et scientifique « aussi large que possible » dans ce domaine (art. IV).

L'article V fait mention de l'utilisation pacifique de l'explosion nucléaire en engageant les États dotés de l'arme nucléaire (EDAN, le « club nucléaire ») à rendre accessibles, sur une base non discriminatoire aux États non-dotés de l'arme nucléaire (ENDAN) des dispositifs explosifs dont ils n'auraient pas à payer la recherche et la mise au point.

Annexe 2 : Le Programme Nucléaire en 3 – Phase basée sur l'utilisation du Thorium

Le programme de surgénérateur est la troisième et la partie finale du programme indien d'énergie nucléaire, conçu par le père de la technologie nucléaire indienne, Docteur Homi Jahangir Bhabha, afin de compenser le manque d'uranium naturel en Inde par l'exploitation des immenses réserves de thorium.

La première étape de ce processus, qui en compte trois, concerne l'extraction de plutonium, une matière fissile provenant des déchets d'uranium des réacteurs à eau lourde (Pressurised Heavy Water Reactors).

La deuxième étape concerne le positionnement du plutonium extrait du cœur d'un surgénérateur. Le fonctionnement du réacteur avec une enveloppe de thorium transforme une partie de ce thorium en uranium 233.

La troisième étape consiste à utiliser conjointement de l'uranium 233 et du thorium dans un autre réacteur. Le surgénérateur est un des rares moyens d'utiliser du thorium à grande échelle. Aujourd'hui, en 2006, seule l'Inde développe cette technologie à un niveau très avancé, selon l'AIEA.

Annexe 3 : L'Histoire du Programme Nucléaire de l'Inde

Depuis la création de l'État indien en 1947, la volonté de donner à ce pays une indépendance sur tous les plans (énergétique, militaire, spatial) prédomine et ce, quelque soit le parti politique au pouvoir. Au milieu des années quarante Homi Bhabha (père de la bombe atomique indienne) va créer le Tata Institute of Fundamental Research. Cet institut permettra à l'Inde d'être la première puissance nucléaire du tiers-monde

Jusqu'en 1964, les dirigeants indiens, notamment Jawaharlal Nehru, le premier ministre indien qui était aussi l'un des porteurs du flambeau du désarmement nucléaire au nom de l'Inde et du mouvement des non-alignés, avait reconnu qu'il serait possible pour l'Inde de développer des armes nucléaires suite à son développement de l'énergie nucléaire. Il y avait des défenseurs d'un tel processus, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'establishment nucléaire. Mais l'Inde ne démarra pas de programme atomique, même après sa défaite lors de la guerre frontalière indochinoise de 1962. Comme l'a fait remarquer le physicien M.V. Ramana, spécialiste du programme nucléaire indien: «Nehru continuait à affirmer que le coût et les efforts nécessaires à la fabrication d'armes nucléaires et l'hypocrisie engendrée par une telle action, puisqu'il est en même temps demandé aux autres de les abandonner, ne justifiait pas les petits bénéfices psychologiques du statut nucléaire.»

Mais les choses changèrent en 1964, une année charnière pour la politique en Inde. Nehru mourut dans le courant du mois de mai de cette année là. La Chine réalisa son premier essai nucléaire en octobre. Alors que le programme d'armes nucléaires chinois était mené en réaction aux menaces nucléaires américaines et à l'arrêt du soutien soviétique qui s'était produit vers la fin des années 1950, l'essai nucléaire chinois se répercuta dans une Inde, qui avait perdu une courte guerre frontalière face à la Chine en 1962. L'essai chinois donna à l'establishment nucléaire indien l'ouverture qu'il recherchait pour justifier un

programme d'armes nucléaires. Depuis cette époque, le développement du programme nucléaire indien a reçu le soutien de tous les gouvernements.

L'accession à la capacité nucléaire de ce pays remonte aux prémices de la recherche nucléaire mondiale. L'histoire nucléaire de ce pays (1950 -1998) peut ainsi être divisée en trois périodes :

1950-1964, la création du tissu civil-militaire nucléaire : l'Inde va mener un double jeu en s'engageant pas à pas dans un programme militaire nucléaire et en prônant un désarmement général. C'est ainsi que grâce à sa politique de pays non aligné, l'Inde sera un des premiers pays à bénéficier du programme américain un atome pour la paix. Dans un souci de technologie duale, l'Inde va opter pour les réacteurs canadiens de type CANDU capable de produire à la fois du plutonium et du tritium. Un glissement évident des activités nucléaires civiles vers un programme militaire venait de se jouer au cours de cette période (toutes les mesures d'inspections de l'AIEA seront refusées).

1964-1974, naissance d'une puissance nucléaire : si l'Inde n'a pas encore en 1964 un vrai programme d'acquisition de l'arme nucléaire, c'est en grande partie, dû à la volonté de Nehru, plus enclin à développer la notion d'humanisme, d'un seul monde (one world). Cependant, trois évènements vont pousser New Delhi à rentrer au sein des puissances nucléaires (le décès de Nehru le 27 mai 1964, la première explosion nucléaire de la Chine le 18 juin 1964, la troisième guerre successive avec le Pakistan en 1971). Lal Bahadur Shastri devient le Premier ministre. Il poursuivra la politique de Nehru, c'est-à-dire chercher à s'assurer le bénéfice d'une garantie conjointe des deux grands vis-à-vis de la menace chinoise, s'opposer aux armes de destructions massives et mener des travaux de recherche nucléaire " à des fins pacifiques ". En 1969, Indira Gandhi lui succède, elle refuse de signer le TNP et engage fermement le pays dans une politique militaire nucléaire. Le 18 mai 1974, soit 10 ans après le test chinois, l'Inde fait exploser un dispositif nucléaire. Cette explosion sera qualifiée de

pacifique par les autorités du pays. Cependant, même pacifique ce test montrera une capacité de maîtrise de cette technologie, prouvera une égalité de l'Inde face aux autres puissances nucléaires et affirmera une supériorité sur le Pakistan.

1974-1998, confirmation par les essais nucléaires : la réalisation d'une explosion nucléaire pacifique fera entrer l'Inde de plein fouet dans le monde des pays ayant la capacité de produire des armes nucléaires. Parallèlement, l'Inde mettra au point un programme spatial, lui permettant d'acquérir une maîtrise de la technologie balistique pour pouvoir déployer ses armes nucléaires. Mais, un autre facteur important, qui a forcé l'Inde à tester ses bombes en 1998, est la menace nucléaire brandie par le Pakistan depuis 1985. Le Pakistan, avec l'aide secrète de la Chine, s'était dotée d'une capacité nucléaire. Toutes les tentatives de l'Inde pour empêcher la prolifération d'armes nucléaires chinoises au Pakistan sont devenues inutiles. Il a donc fallu que l'Inde s'assure une capacité nucléaire. Finalement, après quarante années de clandestinité et de recherche secrète, l'Inde déclare et montre au monde entier sa capacité à détenir le feu nucléaire en procédant coup sur coup à deux essais nucléaires les 11 et 13 mai 1998.

Pour l'Inde, la bombe est un moyen d'acquérir une influence internationale en lui permettant de devenir un acteur majeur sur la scène mondiale. La bombe n'est pas faite pour servir, mais seulement pour dissuader. Démocratie bénéficiant d'une relative stabilité politique depuis plus de cinquante ans qu'elle est indépendante et ayant peu souffert des guerres avec le Pakistan et la Chine, l'Inde se sent à l'abri du danger.

Annexe 4 : Le Protocole Additionnel de l'AIEA **(Additional Protocol)**

Le protocole additionnel de l'AIEA

Le dispositif du protocole additionnel du 22 septembre 1998 complète les mesures de l'accord de garanties fondé sur la vérification par l'AIEA de la comptabilité des matières nucléaires déclarées. 58 des 189 États membres du TNP appliquent le protocole additionnel.

L'AIEA est chargée en vertu de l'article III du TNP, de contrôler l'usage pacifique des matières nucléaires dans les pays non dotés de l'arme nucléaire, parties au Traité, par le biais d'accords de garantie signé par chaque ENDAN avec l'Agence afin que celle-ci vérifie le respect de leurs engagements. Suite à la découverte d'activités nucléaires clandestines en Irak le programme de renforcement des garanties de l'AIEA, dit « 93 + 2 », a été lancé. Ce programme vise à accroître l'étendue et la précision des contrôles de l'AIEA afin de garantir l'efficacité du régime de non-prolifération nucléaire.

Annexe 5 : Le Régime de Contrôle de la Technologie de Missiles **Missile Technology Control Regime (MTCR)**

Les objectifs du MTCR : Le MTCR vise à freiner la prolifération des missiles, des véhicules aériens non pilotés et la technologie connexe pour les vecteurs d'une charge utile de 500 kilogrammes sur une distance d'au moins 300 kilomètres, ainsi que les vecteurs d'armes de destruction massive (ADM).

Selon le MTCR, les " missiles " comprennent les missiles balistiques, les lanceurs spatiaux et les fusées-sondes. Sont compris dans les véhicules aériens non pilotés les missiles de croisière, les véhicules aériens non pilotés et les véhicules téléguidés (VTG). Le Régime contrôle des systèmes de fusées et de véhicules aériens non pilotés comme les missiles balistiques, les lanceurs spatiaux, les fusées-sondes, les véhicules aériens non pilotés, les missiles de croisière, les drones et les véhicules téléguidés.

Les partenaires sont également conscients qu'il importe de contrôler le transfert de la technologie des missiles sans perturber les échanges commerciaux légitimes, et reconnaissent la nécessité de renforcer le Régime en favorisant la collaboration avec les pays qui n'en font pas partie.

Contrôles à l'exportation: Le Régime repose sur l'adhésion à des directives communes relatives aux politiques d'exportation qui s'appliquent à une liste commune intégrale d'articles contrôlés prévus dans la liste des équipements, des logiciels et de la technologies du MTCR. Le MTCR ne prend pas de décisions collectives en matière de licences d'exportation. En fait, il appartient aux membres d'appliquer les directives du MTCR et la liste sur la base de leur souveraineté nationale et en conformité avec leurs lois et pratiques nationales.

Les membres du MTCR veulent encourager tous les pays à suivre les directives du Régime sur les transferts de missiles et de technologie connexe et à renforcer ainsi la sécurité collective. Un pays peut choisir d'adhérer aux directives sans devoir se joindre au groupe et c'est ce qu'a fait un certain nombre d'États. Les membres du MTCR se félicitent de pouvoir engager avec ces pays un dialogue plus large sur les enjeux de la prolifération.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	4
1 PREMIÈRE PARTIE : LA PERSPECTIVE	4
1.1 Que dit l'accord ?	4
1.2 Les Gains pour l'Inde.....	5
1.2.1 L'énergie	5
1.2.2 Utilisation Des Réserves de Thorium.....	7
1.2.3 Croissance des Secteurs Industriels et Agricoles.....	8
1.2.4 Infrastructure.....	8
1.2.5 Economie.....	8
1.2.6 Sécurité.....	8
1.2.7 Accès A La Technologie De Pointe.....	9
1.2.8 Le statut de puissance nucléaire	9
1.3 Ce Que Signifie L'accord Pour Les Etats-Unis	10
1.3.1 Aspects Géopolitiques.....	10
1.3.2 Facteurs affectant les relations sino-indiennes	11
1.3.3 Aspects Economiques	13
1.4 Aspects Idéologiques	13
1.4.1 Le Contre –Terrorisme	14
1.4.2 Prolifération de la Technologie Nucléaire	14
1.5 Les Demandes de l'accord et la Réponse de l'Inde	15
1.6 Séparation des Installations Militaires et Civiles	15
1.6.1 Protocole Additionnel.....	16
1.6.2 Mise en place d'installations supplémentaires sous le contrôle de sécurité de l'AIEA.....	17
1.6.3 Adoption des lignes directrices de GFM/ RCTM.....	17
1.7 Critiques et soutien	18
1.7.1 Critiques intérieure en Inde	18
1.7.2 Critiques extérieure à l'Inde.....	19
1.8 Soutien pour l'accord.....	20
2 DEUXIEME PARTIE: LES ENJEUX	22

2.1	Les blocages à l'application.....	22
2.1.1	Le Congrès américain	22
2.1.2	Groupe des Fournisseurs de Nucléaire	24
2.1.3	Le Pakistan.....	26
2.1.4	Opinion mondiale sur l'impact du TNP	27
2.1.5	Le nœud iranien	28
2.2	Des solutions probables.....	30
	CONCLUSION	30
	Annexe 1 : Le Traité de Non-Prolifération (TNP).....	35
	Annexe 2 : Le Programme Nucléaire en 3 – Phase basée sur l'utilisation du Thorium	38
	Annexe 3 : L'Histoire du Programme Nucléaire de l'Inde.....	39
	Annexe 4 : Le Protocole Additionnel de l'AIEA	42
	Annexe 5 : Le Régime de Contrôle de la Technologie de Missiles.....	43